

On lira ci-dessous un article rédigé le 13 novembre. Ce texte a été mis en ligne sur le site *Culture et Révolution* (<http://culture.revolution.free.fr/>). On trouvera sur ce site quelques autres commentaires sur ces événements rédigés dans cette période.

Réflexions sur la crise sociale actuelle

Ce qui se passe dans bon nombre de banlieues populaires offre l'occasion aux politiciens et aux commentateurs médiatiques de se livrer à un grand exercice d'exhibition d'avis, d'opinions, d'indignations plus ou moins feintes et de diverses pleurnicheries intéressées. Un vrai raz-de-marée. Après quelques jours d'embarras et de tirage en touche, tout ce petit monde se bouscule pour enfoncer des portes ouvertes et pour claironner des points de vue plus ou moins réactionnaires. Ils ont du mal à dissimuler leur anxiété. Les « violences urbaines » peuvent un jour muter en luttes de classes franches et massives. Pour une raison toute simple : cette société est trop gorgée d'injustices. Elle va nécessairement exploser d'une manière ou d'une autre. En ligne d'horizon dans les années à venir, nous vivrons une révolution sociale apportant des progrès décisifs, ou bien nous subirons un état de guerre civile

faisant régresser de façon dramatique toute la société.

Des hommes comme Nicolas Sarkozy se préparent consciemment aux deux cas de figure. Pour sécuriser coûte que coûte les intérêts des classes dominantes, lui, Villepin et leurs semblables agissent pour renforcer les moyens répressifs de la machine d'Etat. Ceux de la police bien sûr, mais aussi ceux des juges et des préfets pour détruire progressivement le droit de grève, comme on vient de le voir à l'encontre des traminois de Marseille et des bagagistes de Roissy en grève.

La survie du système capitaliste en décomposition ne peut s'envisager qu'en créant un appauvrissement du prolétariat et une forte croissance du sous-prolétariat. C'est à ce prix que les valeurs boursières sont dopées. Les classes populaires payent le coût humain de ce fonctionnement. Quand elles refuseront, tout changera.

Réflexions sur la crise sociale actuelle

L'ORIENTATION DE LA BOURGEOISIE FRANÇAISE

Au travers des agissements du gouvernement ou de tel ou tel de ses membres, il est nécessaire de tenter d'évaluer quelle est la ligne générale de la classe dominante. De ce point de vue Sarkozy et Villepin sont apparus au fil des derniers jours comme des éléments d'avant-garde de leur classe dans l'offensive contre les classes travailleuses, pour se donner les moyens de les affaiblir en les divisant et en matant leurs éléments turbulents, qu'ils soient grévistes déterminés ou jeunes de banlieues.

Le fait que Chirac, le gouvernement et ses partis (ainsi que la direction du PS) aient été désavoués lors du referendum du 29 mai a agi comme un aiguillon pour prendre dans la foulée et tout au cours de l'été et de l'automne, sans interruption, un maximum de mesures antisociales et restrictives des libertés. Le vote en faveur du non traduisait en grande partie un mécontentement des classes populaires reprenant pied dans le champ politique et savourant le camouflet contre les gouvernants et les ex-gouvernants du PS. Cette reprise de confiance, timide mais réelle, au sein du monde des salariés s'est traduite par le caractère déterminé et quelque peu audacieux de quelques mouvements, notamment ceux des marins et des tramistes marseillais. Même si les risques d'extension ou de généralisation étaient faibles comme on l'a vu, la bourgeoisie n'a pas envie que ce type

de mouvements se multiplie, aguerissant à nouveau une fraction de la classe ouvrière, Même si bien des mouvements se soldent par des échecs plus ou moins cuisants.

Il faut avoir en mémoire que toute montée offensive des travailleurs est toujours précédée, parfois plusieurs années avant, par des mouvements durs, isolés, trahis et/ou réprimés (voir, dans des contextes très différents, les années 1931 à 1934 aux États-Unis, en France et en Espagne). Les milieux du capital financier sont restés constants dans leurs demandes simplistes à l'égard du gouvernement : privatisations à marche forcée, coupes dans les dépenses sociales, défiscalisation des riches et surtout renforcement des conditions législatives et sociales permettant un abaissement du coût de la force de travail. La stratégie de provocation et de répression de Sarkozy ne peut être accueillie que favorablement par la grande bourgeoisie et les couches supérieures de la moyenne bourgeoisie qui a du « bien » à placer. Sarkozy et Villepin intensifient une guerre sociale préventive contre les « classes dangereuses ». Ils espèrent au passage gagner en légitimité auprès des classes moyennes et même d'une partie du prolétariat. Ils n'ont ni les moyens ni l'envie, comme la bourgeoisie américaine sous la présidence de Johnson dans le décours du mouvement des Noirs dans les années soixante-dix, de payer le prix de la stabilité sociale en permettant à une couche de bourgeois noirs et maghrébins d'émerger.

TEST POLITIQUE

ET MOUVEMENT

POLITIQUE

Pendant quelques jours, l'action pro-

vocatrice de Sarkozy a suscité des murmures, y compris dans son camp. N'était-ce pas de l'aventurisme dont les conséquences seraient difficiles à maîtriser ? Tout le personnel de droite n'était pas encore convaincu du bien fondé de la posture de Sarkozy s'exhibant dans des quartiers assez tranquilles comme à Argenteuil avec des propos faits pour attiser leur colère. C'est évidemment au cours de ces trois ou quatre jours de flottement que « le front antilibéral de gauche » avait une opportunité pour exiger la démission de Sarkozy. Il est à parier qu'une conférence de presse réunissant à chaud Olivier Besancenot, Mélançon, M.-G. Buffet, José Bové, Annick Coupé, etc., bref tous les leaders qu'on avait vus ensemble dans les meetings contre le TCE, où ils auraient exigé la démission de Sarkozy, auraient été remarquée et appréciée par les jeunes de banlieue. Et elle aurait contribué à faire mûrir une crise politique.

Car toutes sortes de gens ont eu beau s'évertuer à critiquer les jeunes émeutiers, à les stigmatiser, à déplorer leur inconscience avec des doses de bienveillance ou de malveillance diverses, une donnée majeure subsiste. Cette flambée de colère avait d'emblée un objectif politique : obtenir des excuses de Sarkozy et/ou sa démission. Ces jeunes ne sont pas « inconscients », « incapables de verbaliser leurs revendications » au point qu'on ne les ait pas entendus partout, dire et redire qu'ils voulaient que Sarkozy s'excuse ou soit viré de son poste de ministre de l'intérieur.

La LCR n'a pas réussi à entraîner ses partenaires antilibéraux de gauche sur cette exigence élémentaire : demander ensemble la démission de Sarkozy. Elle n'a pas l'air d'en être

trop affectée puisque maintenant il y a toutes sortes de réunions unitaires et de rassemblements unitaires envisagés ; ceci intervenant alors qu'entre-temps Sarkozy a conforté à nouveau sa position au sein de la droite et d'une partie de « l'opinion publique » effrayée par les « violences urbaines ». Le PCF n'a pas voulu se mouiller en réclamant fermement la démission de Sarkozy (certains élus PC étant même violemment contre) mais la LCR, pas rancunière, s'est mouillée en signant un communiqué commun « Non à l'État d'exception » avec le PCF, les Verts, la FSU, etc., où se trouve une phrase d'une dangereuse ambiguïté : « Stopper les violences et rétablir les solidarités dans les banlieues est une nécessité. » Le PCF amène plus facilement la LCR sur le terrain de ses propres formulations que l'inverse. Comme d'habitude. La compulsion « unitaire » amené à des dérives dans les formulations, alors qu'il faudrait prioritairement trouver de bonnes formulations en direction des jeunes en colère et des travailleurs désorientés. Ce n'est pas facile, mais c'est ce qui compte et fera la différence dans l'avenir, pas des communiqués unitaires avec des gens plus ou moins effarés quand des opprimés expriment leur révolte.

Sur les positions de Lutte ouvrière, il faut signaler que l'éditorial signé par Arlette Laguiller il y a quinze jours parlait des voyous et celui de cette semaine des « violences stériles ». LO attend paisiblement que le mouvement ouvrier de naguère renaisse de ses cendres (par quel miracle ou par quels moyens, on ne se donne pas la peine de nous le dire), et qu'il donne une perspective à ces jeunes et règle tous les problèmes.

La première phase de cette crise sociale a en fait révélé que bien des leaders et militants nonistes de gauche PC et PS souhaitaient plus le retour « au calme », c'est-à-dire à l'ordre (« républicain » bien sûr) que d'envoyer un signal clair de solidarité aux jeunes en colère.

Inutile d'insister sur le consensus du PS et de Chevènement avec le gouvernement sur l'essentiel des dispositions répressives. Julien Dray a même déclaré (Figaro du 7 novembre) que réclamer la démission de Sarkozy, ce serait donner raison aux casseurs.

PROLÉTARIAT SEGMENTÉ ET SOUS-PROLÉTARIAT EN EXPANSION

Il est probable que nous n'en sommes qu'au début d'une crise qui aura des rebondissements innombrables. Il y aura matière à enthousiasme superficiel ou à désolation et pessimisme tout aussi superficiel pour tous ceux qui ne chercheront pas à replacer cette crise dans son cheminement historique et dans son environnement global.

Je voudrais porter mon attention sur les risques de divisions accentuées au sein des classes populaires, risques qui me semblent palpables. La stratégie de provocation et de diversion de Sarkozy est un classique de la lutte de classe pour affaiblir le prolétariat. L'arsenal idéologique et comportemental du racisme, de la xénophobie et du nationalisme reste un atout majeur pour les classes dirigeantes en difficulté. Nous avons en mémoire l'explosion de la Yougoslavie provoquée par les diverses « élites » nationalistes pour ne pas avoir à affronter un prolétariat yougoslave nombreux et ayant des traditions combattives importantes. Les

affrontements intercommunautaires ou interethniques ne sont pas des réalités propres exclusivement aux pays du Tiers-monde. Nous n'en sommes pas là, même si les conditions peuvent se créer un jour en France.

Aujourd'hui le prolétariat est très segmenté et les clivages doivent être repérés si on se préoccupe de les dépasser. Ils se situent par exemple entre les salariés pas très jeunes, ayant un emploi relativement stable, vivant dans un pavillon (avec un emprunt à rembourser sur vingt ans ou plus...) et les jeunes sans travail, vivant en HLM, qui n'ont rien tiré de leur parcours scolaire et qui brûlent des voitures et des bâtiments divers. Les événements ont-ils renforcé le racisme des salariés dans les entreprises à l'égard des jeunes de banlieue, en tant que « jeunes désœuvrés » et en tant que Noirs ou Maghrébins ? Regardent-ils cela à la télé de façon plus ou moins consternée, blasée ou touchée ? Il est important de recueillir un maximum d'informations sur ce point, sans se presser de « théoriser » dans un sens ou un autre. Aucune forme de schématisme ou d'angélisme n'est de mise. Il y a là quelque chose à casser dans nos habitudes mentales militantes.

S'il me semble nécessaire d'avoir recours aux notions de prolétariat et de sous-prolétariat, ce n'est pas par esprit étroitement classificatoire ni pour effacer les différences qualitatives entre les générations, les différents segments de ce prolétariat et de ce sous-prolétariat, et les différences individuelles. C'est plutôt pour abolir les notions passablement fallacieuses ou mystificatrices de « République », de « Citoyenneté », de « Laïcité », d'« État de droit » et même de « Gauche » pour redonner son poids et sa complexité à une

éventuelle logique et lutte de classe, par en bas, décantée des moralismes, des attitudes paternalistes ou démagogiques.

S'il y a lieu de distinguer entre prolétariat et sous-prolétariat, c'est pour comprendre la logique du capital qui n'a pas seulement besoin d'une armée industrielle de réserve pour faire pression sur le prix de la force de travail, mais aussi d'une masse de relégués de la société qui offre un exemple terrifiant et peut être perçue comme une menace par les travailleurs à différents niveaux. Au sein de cette masse de relégués, on a laissé, pour certains, le soin de tirer profit du commerce de la drogue avec sa hiérarchie allant du petit détaillant au chef d'entreprise. Par le biais de la consommation, cette couche est totalement intégrée à la société marchande.

Il y a un continuum entre les couches supérieures du prolétariat et les couches inférieures du prolétariat. Les uns sont dans l'esclavage salarié avec des niveaux de vie divers, les autres sont dans l'esclavage du non-emploi, du chômage, de l'inutilité sociale. Du haut en bas des classes populaires, tous les individus subissent l'esclavage de la consommation aliénée. Mais comme le dit le romancier américain Russell Banks (Libération du 12 novembre, page 45) : « Quand les gens se sentent chosifiés, sans la moindre utilité dans la société sinon comme consommateurs, ils se mettent en colère et, s'ils n'ont pas de vocabulaire historique ou idéologique pour décrire ce processus, ils ont tendance à diriger leur colère contre eux-mêmes et leur entourage immédiat. »

L'ÉCOLE DE LA LUTTE

Il n'est pas question de nier le caractè-

re en partie suicidaire et auto-destructeur de la révolte actuelle, mais il est indigne de la dévaluer ou de la discréditer. Quand le quartier devient une prison, tout ce qui est inhérent aux situations carcérales se développe : violences des matons (flics, BAC et CRS en l'occurrence), humiliations pour tous, victimisation des plus faibles par les plus forts des prisonniers.

Ces jeunes et ces gamins sont dans une impasse et ils crient à la face de tout le monde qu'ils ne l'acceptent pas. Ils ne luttent pas comme il faut ? Qui leur a appris à lutter comme il faut, de façon efficace, intelligente ? Dans quelles « écoles » politiques ou syndicales ? Dans les écoles des partis gouvernementaux de gauche, on n'apprend pas aux jeunes ou aux moins jeunes à lutter collectivement pour changer son sort, pour transformer la société de fond en comble. On apprend à se plaindre de la droite, à attendre les prochaines élections, à assister à des jeux politiques stériles, à des joutes entre leaders concurrents, à écouter les promesses qu'ils ne tiendront pas, à réclamer des flics de proximité, etc. Et il faudrait que la jeunesse des cités patiente et se régale de ce pain-là !

Quand depuis plus de vingt ans tous les grands partis, les médias, le patronat et la police, la justice et les prisons, tous les rouages de l'ordre établi se sont évertués chacun à leur façon, brutale ou douce, à tuer l'espoir, toute forme d'espoir personnel et collectif, il reste logiquement le désespoir pour le plus grand nombre.

APPROFONDIR

NOS ANALYSES

La crise sociale actuelle nous oblige

à repenser tous les problèmes à tous les niveaux : rapport entre bourgeoisie et gouvernement, rapports entre les classes sociales, clivages et solidarités internes aux classes sociales, statut du système scolaire, du système de santé, crise du logement, valeur des slogans et des appels. Une refonte et un approfondissement de nos analyses doivent être nourris par nos expériences mutuelles et celles d'autres militants et acteurs sociaux, par nos échanges. On a l'occasion de lire dans la presse et sur internet, d'entendre à la radio et parfois à la télé bien des commentaires extrêmement intéressants et percutants qui n'émanent pas des responsables institutionnels des syndicats ou organisations de gauche ou d'extrême gauche. De ce point de vue cette première phase de ce mouvement a apporté de l'air frais et est un franc succès.

Il nous faut également porter une attention soutenue aux analyses des écrivains, psychologues de terrain et sociologues critiques (il faut lire la tribune éclairante et très bien formulée des sociologues Didier Lapeyronnie et Laurent Muchielli dans Libération du 9 novembre en page 37). Pour comprendre ce qu'il peut y avoir de souffrances, d'incompréhension et de violence dans la tête d'un enfant de banlieue de dix ans et même moins, la lecture de deux livres passés inaperçus au niveau des militants me semble nécessaire, à défaut d'expérience personnelle en la matière : Une psy dans une cité de Dominique Doukhan-Zyngierman (Leducs Éditions) et Enfants d'ici venus d'ailleurs de Marie Rose Moro (Pluriel, Hachette Littératures).

Nous ne ferons pas l'économie d'un retour sur l'ensemble des processus sociaux depuis trente ans qui ont

amené à l'explosion actuelle. Nous ne ferons pas l'économie d'une compréhension qualitative du vécu des jeunes des banlieues. Pas seulement de leurs blessures et humiliations, de leur ennui sidéral, de leur blues terrifiant masqué par des attitudes cyniques et violentes ; mais aussi des raisons qui font que la vie dans la rue, dans le quartier, avec leurs potes, a parfois un caractère ludique, valorisant, bref répond à un besoin fondamental pour ressentir le plaisir d'être au monde, d'être un membre reconnu d'une communauté humaine. Ceci est mis en évidence dans Pays de malheur de Younes Amrani et Stéphane Beaud mais aussi, dans le contexte des États-Unis, par le remarquable livre de l'écrivain noir John Edgar Wideman, Suis-je le gardien de mon frère ? (folio ou Gallimard, titre original *Brothers and Keepers*).

C'est dire que la question humaine qualitative soulevée crûment par cette crise sociale va au-delà de toutes les revendications les plus justes et les plus urgentes en matière sociale, d'équipement, de logement, de santé et d'éducation. Leur satisfaction est du reste incompatible avec le maintien du désordre capitaliste. La pleine reconnaissance des potentialités de tous n'est pas possible dans le cadre du capitalisme. Il suffit de redire que ce système ne pourrait plus exister s'il permettait à tout le monde d'avoir une activité sociale utile et valorisante.

Nous avons tous beaucoup scandé avec entrain « Ça va péter ! ». Ça a commencé à péter et ça change beaucoup de choses.

Le 13 novembre

Postface

Depuis l'automne dernier, les banlieues populaires ont été l'objet de nombreux articles, enquêtes et analyses parfois éclairantes, de la part de journalistes (voir par exemple la série récente série d'émissions sur France Culture) ou de sociologues. Les meilleurs travaux actuels ou antérieurs à l'explosion de colère de cet automne nous sont indispensables. Notre compréhension de ce que vivent les habitants de ces zones de relégation depuis vingt-cinq ans est beaucoup trop superficielle et lacunaire.

Il faut également relever que la rareté, pour ne pas dire l'absence d'analyses et de débats substantiels au sein des organisations d'extrême gauche est un aveu et de fait un choix. Certes ces organisations ont exprimé leur solidarité face à la répression déclenchée par le gouvernement contre les jeunes. Mais elles ne se posent pas, sauf exceptions individuelles, le problème de tisser des liens solides avec une fraction de cette jeunesse des banlieues populaires confrontée à « la galère », au racisme et au mépris social. La révolte n'a provoqué aucune prise de conscience en leur sein. Or la crise sociale, depuis cinq ans, a pris de nombreuses formes et investi de nombreux espaces qui s'interpénètrent et qu'il est nécessaire d'appréhender globalement. Sans laisser de côté les banlieues comme s'il s'agissait d'un sujet déplaisant et trop décourageant dont on voudrait se détourner le plus vite possible pour revenir à ses préoccupations revendicatives et électorales coutumières.

Une dimension importante de cette révolte doit être mise en relief. D'autant plus que les observateurs les

mieux disposés à comprendre et à analyser les raisons de cette révolte des banlieues l'ont, dans l'ensemble, passée sous silence et répètent volontiers que les jeunes n'ont pas été en capacité de formuler une revendication ou une demande politique. La réalité est tout autre. On a entendu à de nombreuses reprises ces jeunes à la radio et à la télévision réclamer soit la démission de Sarkozy, soit qu'il fasse des excuses. Quand des enseignants réclamaient la démission du ministre Allègre, tout le monde convenait volontiers du caractère politique de cette exigence. Quand des jeunes réclament la démission du ministre de l'intérieur, du « premier flic de France », ce ne serait pas politique ! Il n'est évidemment pas question de surestimer le contenu conscient de ces émeutes par paresse intellectuelle ou par démagogie. Mais il n'est pas sans conséquence de dévaloriser cette révolte, au point de faire passer à la trappe sa pointe politique clairement exprimée : « Sarkozy doit démissionner ou faire des excuses ». Celui-là a été perçu à juste titre comme le porte-parole zélé de l'insulte, du mépris et de la brutalité de l'État et de sa police à l'encontre des jeunes de banlieues.

En faisant l'impasse sur ce point, on s'interdit en plus de comprendre l'une des raisons pour lesquelles les émeutes ne se sont pas cantonnées à Clichy-sous-bois et ont pris pour la première fois une ampleur nationale. Sarkozy a lui-même délibérément contribué à étendre le mouvement lorsqu'il s'est rendu à Argenteuil dans une cité où il ne se passait rien de particulier pour faire son show provocateur.

La crise qui a touché les banlieues de l'hexagone a pris une autre dimension politique qu'on ne saurait

oublier ou sous-estimer. Le 7 décembre à 0 h 30 du matin, Nicolas Sarkozy a renoncé à se rendre aux Antilles pour ne pas avoir à affronter

la colère de la population de Martinique et de Guadeloupe. La menace d'une mobilisation massive a suffi. Ce recul peu glorieux a révélé que la

position de Sarkozy et du gouvernement était potentiellement vulnérable.

Le 6 mars 2006